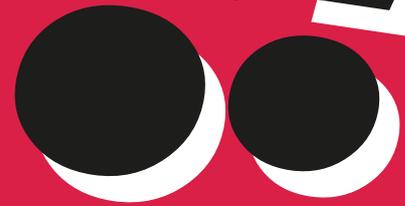


POUR UNE HAUSSE GÉNÉRALISÉE

DES

SALAIRES



Depuis des décennies les revenus des travailleurs (salaires, traitement, pensions, allocations...) sont **compressés**. Pour justifier ce gel, les gouvernements successifs et certains économistes mettaient en avant **l'absence d'inflation et le risque de la voir réapparaître par des augmentations de salaires**.

Pourtant aujourd'hui l'inflation est là et bien là, or, les mêmes continuent d'accuser les salaires d'en être responsables.

SALAIRE OU COLÈRE

Quelles que soient les causes de l'inflation (hausse mécanique des prix pour sauvegarder les profits, pénuries...), l'évolution des revenus du travail n'est pas en cause.

Nous devons gagner une hausse générale des salaires et des pensions et la mise en place de mécanismes automatiques d'indexation des salaires, pensions et minima sociaux sur le coût de la vie.

INDEXATION SUR L'INFLATION !

C'est l'évolution des revenus par rapport à l'inflation qui va faire que les travailleurs soient perdants ou non. Si les revenus sont indexés à l'inflation, le travailleur ne perd rien à condition que l'indice utilisé reflète la réalité de l'augmentation du coût de la vie et que l'indexation soit fréquente.

D'où vient l'inflation aujourd'hui ?

L'inflation n'était pas absente ces dernières décennies, la preuve

25% c'est la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires depuis 2000 avec le gel du point d'indice.

x 2 pour les prix de l'immobilier en 25 ans, même quadruplés pour Paris. Mais cette évolution n'influence qu'à la marge l'indice des prix officiel.

x 4 pour les valeurs des entreprises du CAC 40 en 25 ans, et même par 7 en 30 ans !

269% c'est l'augmentation des versements de dividendes aux groupes du CAC 40 en 20 ans !

Mais cette évolution n'influence qu'à la marge l'indice des prix officiels

Cette inflation là n'a jamais posé de problème aux gouvernements successifs et au patronat, or elle n'est pas sans conséquence sur le reste de l'économie. Il n'y a pas de barrière, de rempart entre ce monde là et le monde du travail. Cette richesse accumulée provient bien de quelque part : du travail. De plus, cette inflation se diffuse ensuite dans l'économie.



PLUSIEURS ÉVÉNEMENTS CONJONCTURELS PEUVENT ÉGALEMENT EXPLIQUER LA SITUATION INFLATIONNISTE ACTUELLE

La désorganisation de la production et des échanges au niveau mondial avec les restrictions liées à la pandémie de sars cov2 qui a mis à l'arrêt usines et moyens de transports, entraînant pénurie et concurrence acharnée entre les acheteurs.

La guerre en Ukraine qui prive le monde de matières premières et de denrées alimentaires.

Attention toutefois la réalité des difficultés d'approvisionnement en dehors de l'Ukraine est à relativiser. Ce à quoi nous assistons est une furie des spéculateurs qui parient sur une hausse prochaine des prix faisant eux-même monter ces prix :



En effet, une grande partie de l'augmentation des prix des matières premières est liée non à la réalité de l'offre et de la demande, mais à des pratiques spéculatives massives. Soit par l'action des banques et des fonds spéculatifs qui jouent sur le marché des matières premières, y compris agricoles, soit par les producteurs qui stockent en attendant la montée des prix pour réaliser un profit maximum.

N'oublions pas que l'évolution des salaires n'est pas responsable de l'inflation actuelle



L'appétit du capital étant sans limite, les taux d'exploitation doivent toujours être plus élevés dans un contexte d'accumulation gigantesque de capital financier et industriel qui dégrade le taux de profit des entreprises.

Mais l'augmentation du taux d'exploitation peut ne pas suffire à valoriser l'immense quantité de capital accumulé... les capitalistes ont donc également recours à des hausses de prix.

L'indexation des salaires : un enjeu majeur

L'Indice des Prix à la Consommation n'est pas un indicateur du coût de la vie.

Il ne tient pas compte de l'évolution quantitative des besoins des individus. Or, les besoins sont fonction d'évolutions démographiques et sociales.

Par exemple, les personnes vivent désormais plus souvent seules. Cette réduction de la taille des ménages implique des dépenses supplémentaires. En effet, les dépenses ne sont pas proportionnelles à la taille du logement : *Sur la période 2013-2018, on estime que ce phénomène a augmenté le coût de la vie de 0,5 points par an.*

Les dépenses de logement ne comptaient que pour 8,53% des dépenses totales dans l'Indice des Prix à la Consommation en 2021. Cela s'explique par le fait que **les dépenses liées à l'acquisition des logements ne sont pas comptées** car elles ne sont pas une consommation mais un investissement. Les dépenses de logement prises en compte dans l'IPC se limitent donc aux loyers payés, aux charges de réparations, d'eau ainsi que d'enlèvement des ordures ménagères.

Les taxes sur le tabac ont bel et bien un coût. Cependant, **l'Insee calcule aussi un indice hors tabac** et c'est **cet indice qui est utilisé pour les mécanismes d'indexation.**

Si les caractéristiques d'un bien et son prix évoluent, il faut distinguer dans l'évolution du prix ce qui relève d'une amélioration de la qualité. De ce point de vue, les prix des téléphones portables, ont baissé de 40% depuis 2015 !



INDEXER LES REVENUS DU TRAVAIL SUR L'INFLATION EST URGENT ET INDISPENSABLE

Aujourd'hui, seul le Smic est concerné par un mécanisme d'indexation automatique. C'est le seul salaire qui a un mécanisme d'indexation automatique puisque l'échelle mobile des salaires, qui prévoyait une indexation automatique de tous les salaires sur l'inflation, a été supprimée en 1982.

>>> **Cette suppression a entraîné un écrasement des grilles de salaires** (y compris dans la fonction publique qui a subi la même logique avec le gel du point d'indice) c'est-à-dire un effondrement de l'écart entre le salaire de début de grille et les salaires supérieurs.

>>> **Les pensions de retraites sont revalorisées selon l'inflation calculée par l'Indice des Prix à la Consommation hors tabac.** Le coefficient de revalorisation prend en compte une moyenne des indices mensuels calculés de décembre N-2 à novembre N-1. Cette méthode de calcul induit un retard par rapport à l'inflation et donc un manque à gagner.

Avoir un revenu qui évolue au rythme de l'IPC ne garantit donc pas que l'on puisse maintenir son niveau de vie même si au sens statistique notre pouvoir d'achat se maintient.

LA CGT PROPOSE :

>>> **Augmenter les salaires et les pensions tout de suite**, avec des mesures de rattrapage pour les pertes des dernières années par une augmentation de la valeur du point, par une revalorisation des grilles, sans oublier les non-titulaires.

>>> L'augmentation des salaires c'est aussi **l'augmentation de la masse salariale** par la fourniture d'emplois à temps plein et de qualité aux millions de chômeur·euse·s que compte notre pays.

>>> L'augmentation des salaires c'est aussi **augmenter la partie socialisée du salaire (les cotisations sociales)**. Depuis des décennies, les entreprises sont de plus en plus exonérées du versement des cotisations, ce n'est ni plus ni moins qu'une baisse déguisée de salaire. Or, ces cotisations sont indispensables au financement de notre système de protection sociale.

>>> **L'augmentation des taux de l'épargne populaire** sous peine de voir les économies des travailleur·euse·s « fondre » inexorablement. Cette épargne doit être **centralisée à la Caisse des Dépôts et Consignations**.

LA CGT PROPOSE :

>>> **Une réforme globale de la fiscalité** : en effet, une fiscalité à laquelle échappe de plus en plus le capital, et qui repose de plus en plus sur des taxes à la consommation rogne le pouvoir d'achat des travailleurs. **La TVA sur les produits de premières nécessités et les taxes sur les carburants doivent baisser.**

>>> Pour que cela soit efficace il faut **instaurer un blocage des prix** mais aussi agir sur leur formation. Les prix ne se forment pas seuls par magie, des décisions sont prises, nous devons gagner des moyens d'intervention là où cela se passe, dans les entreprises par l'intervention des salariés.

>>> **Un indicateur du coût de la vie.**

>>> **Interdire aux banques et aux institutions financières de spéculer sur les denrées alimentaires et les matières premières.** Interdire également les stockages spéculatifs.

>>> **Un pôle financier public** est l'outil qui permettrait d'orienter les financements vers la réponse aux besoins de la population.

POUR TOUT CELA, IL NOUS FAUT GAGNER LE RENFORCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE CONTRÔLE ET D'INFORMATION ÉCONOMIQUE À BERCY ET AU-DELÀ.

IL EST URGENT DE GAGNER UNE AUGMENTATION GÉNÉRALISÉE DES SALAIRES PAR



L'indexation automatique de la valeur du **point d'indice** sur le coût de la vie.



Des **mesures immédiates de rattrapage de la perte de valeur du point** (15% depuis 2010, 25% depuis 2000), par le versement de 300€ pour tous·tes soit 65 points d'indice.



L'intégration des primes ayant un caractère de complément de salaire dans le traitement brut.



La revalorisation des filières majoritairement **féminines** pour l'égalité salariale.



Pour les non fonctionnaires : construire de nouvelles grilles de qualifications et de salaires sur le principe d'un début de grille à minima au niveau du smic revendiqué 2000€ brut.



à



EXIGEONS L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS À BERCY, ÇA URGE !